

1939 sera l'année décisive

À LA VEILLE DE LA NOUVELLE ANNÉE, Londres, Paris et Moscou se demandaient si la prochaine cible de Hitler serait à l'est ou à l'ouest, et quelle conduite tenir à ce sujet. Les gouvernements français et britannique se seraient satisfaits d'une expansion nazie à l'est. D'après Halifax, il était normal que l'Allemagne dominât l'Europe centrale, à moins de se retrouver avec une guerre tous les quinze ou vingt ans. Pourquoi la Grande-Bretagne aurait-elle risqué un conflit en voulant sauver l'URSS¹ ? Les Français, de leur côté, avaient des raisons de s'inquiéter des actions éventuelles de l'Italie en Méditerranée. Le gouvernement italien avait perçu une certaine faiblesse dans le comportement français à la suite de Munich. Fin novembre 1938, les fascistes à l'Assemblée italienne réclamèrent haut et fort « Nice, la Corse et Tunis ». Contrairement à l'Allemagne, l'Italie était un ennemi potentiel que les Français jugeaient maîtrisable, mais les relations tendues entre les deux pays étaient un autre facteur d'instabilité dans une situation internationale déjà précaire².

Dans l'esprit de Chamberlain, les Français devaient essayer de se concilier l'Italie et ne devaient à aucun prix se laisser entraîner dans un conflit au profit de l'URSS. Le gouvernement britannique s'inquiétait d'une telle éventualité, en raison des engagements pris par les Français suite au pacte d'assistance mutuelle avec les Soviétiques. Certains membres du Foreign Office suggérèrent de pousser la France à abandonner le pacte ; en fin de compte, Halifax pensa qu'il valait mieux attendre et voir

comment évolueraient les relations franco-allemandes³. Comme l'indiqua Souritz après Munich, la presse française de droite évoquait ouvertement l'abandon par la France de ses engagements envers la Pologne et l'URSS. Mais tout le monde n'était pas si catégorique. L'ambassadeur Phipps pensait que la dénonciation du pacte avec les Soviétiques « comme concession unilatérale à l'Allemagne afin d'obtenir ses bonnes grâces était très naïve⁴ ». À la fin novembre, lors d'une rencontre franco-britannique à Paris, Bonnet assura Chamberlain que le pacte franco-soviétique était tellement restreint par l'obtention de l'unanimité et des consultations à la SDN que ses craintes de voir la France entraînée dans la guerre par la Russie n'étaient pas fondées⁵.

Selon certaines rumeurs, les nazis convoitaient l'Ukraine afin de satisfaire leur appétit territorial grandissant. Pour Bonnet, c'était un soulagement et une inquiétude ainsi qu'une raison supplémentaire de décharger la France de ses engagements risqués. Les ambassadeurs de l'URSS rapportèrent évidemment ces spéculations à Moscou. Le 6 décembre, Lloyd George invita Maiski à dîner pour discuter de la question à la mode : où Hitler allait-il frapper ? Lloyd George pensait qu'il se tournerait vers l'est et que la Pologne serait sa prochaine cible. L'Ukraine était sans doute un objectif à long terme, mais plus risqué. Deux jours plus tard, Maiski vit Vansittart, dans les mêmes conditions et pour les mêmes raisons. Mais Van laissa pointer son amertume vis-à-vis de la politique étrangère de Chamberlain. Hitler ne se reposerait pas longtemps sur ses lauriers avant de s'en prendre à une autre proie, dit-il : il y aura une nouvelle campagne dans les mois à venir. Mais où ? Dans les milieux gouvernementaux, l'idée la plus répandue était l'Ukraine. Vansittart n'en était pas si sûr. De toute façon, il jugeait nécessaire de procéder à un réexamen de la politique britannique⁶.

Mandel et Souritz se rencontrèrent le même jour à Paris pour se poser les mêmes questions. Mandel disposait de renseignements confirmant le fait que l'Ukraine serait la prochaine cible. Cependant, selon lui, il était possible qu'entre-temps la Pologne et la Roumanie subissent le même sort que la Tchécoslovaquie. Si cela devait arriver, ajouta-t-il, « ce serait la fin de la France ». Il confia à Souritz que Bonnet envisageait l'annulation des clauses militaires de l'alliance franco-polonaise de 1921, mais il ne pensait pas que Daladier irait si loin⁷.

Ces rumeurs furent alimentées par l'arrivée à Paris, le 6 décembre, de Joachim von Ribbentrop, ministre nazi des Affaires étrangères, qui venait signer une entente avec Bonnet pour maintenir « des relations pacifiques et de bon voisinage ». L'accord fit penser que Bonnet avait donné « carte blanche » à Hitler à l'est en échange de la paix à l'ouest. Selon le compte rendu des discussions Bonnet-Ribbentrop de la journaliste Geneviève Tabouis (opposée à l'*appeasement*), Ribbentrop réclama carte blanche. Bonnet « fut très faible, aimable, gêné et il opina que "ce n'est pas possible pour le moment"⁸ ». Toujours méfiant à l'endroit de Bonnet, Litvinov n'arrivait pas à trouver de contrepartie française à l'accord nazi ; il chargea Souritz de la découvrir⁹. De toute évidence, Litvinov ne s'était pas aperçu que cette « entente » n'avait pas plus de valeur que le document signé par Hitler et Chamberlain, et ramené de Munich avec tant d'orgueil.

Peut-être Bonnet aurait-il aimé donner aux nazis carte blanche à l'est, mais d'autres ministres, sentant la guerre inévitable, voulaient protéger le pacte franco-soviétique, et ils n'hésitaient pas à le dire à Souritz¹⁰. Ce soutien était tout juste suffisant pour tenir en respect l'opposition anti-soviétique ; il subsistait trop de résistance à des relations étroites avec l'URSS pour que le pacte fût rien de plus qu'un chiffon de papier. Le chef d'état-major adjoint Colson résuma la position de l'armée après Munich : « La Russie a démontré, en dépit du bluff du discours de Litvinoff [le 21 septembre] à Genève, à la fois son incapacité militaire et son désir de rester à l'écart d'un conflit risquant d'exposer son régime intérieur aux rudes coups de la force allemande. L'URSS, puissance foncièrement asiatique, n'interviendra vraisemblablement dans un conflit européen que du moment où elle sentira la possibilité de faire triompher ses idéologies sur les ruines d'une civilisation affaiblie par les combats¹¹. » S'appuyant sur de telles affirmations, l'état-major général français accordait à peine un rôle à l'URSS dans ses préparatifs et ses spéculations sur le prochain mouvement de Hitler, bien que l'attaché militaire Palasse, comme Coulondre, l'eût averti d'un éventuel rapprochement germano-soviétique¹².

Cette vision idéologique de l'Union soviétique pénétra profondément les milieux gouvernementaux franco-britanniques. Moins d'un mois plus tard, le secrétaire particulier de Halifax, Oliver Harvey, qu'on ne pouvait

vraiment pas accuser de penchants communistes, nota dans son journal : « [...] la véritable opposition au réarmement provient des classes aisées au sein du Parti [conservateur] qui craignent l'impôt et pensent que les nazis dans l'ensemble sont plus conservateurs que les communistes et les socialistes : toute guerre, gagnée ou perdue, détruirait ces classes désœuvrées ; c'est pourquoi elles veulent la paix à tout prix [...] »¹³. » « Puisque la guerre signifie le triomphe du bolchevisme sur le continent, confia Phipps à William C. Bullitt, ambassadeur américain à Paris, tout sacrifice nécessaire pour éviter la guerre doit être consenti. » Bullitt partageait ce point de vue¹⁴.

Il n'y avait là rien de nouveau pour le gouvernement soviétique. En janvier 1939, la journaliste Tabouis rencontra Litvinov à Genève. Elle était bien renseignée sur la position française concernant le pacte avec l'URSS et avait entendu Bonnet témoigner devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre. « J'ai étudié le pacte franco-russe à fond, dit Bonnet, il ne nous lie pas automatiquement. Inutile de le dénoncer, puisqu'il ne nous force réellement pas à agir. » Tabouis ne voulut pas parler de cette déclaration à Litvinov, mais ce dernier était déjà au courant : « Moscou réalise fort bien aujourd'hui qu'il n'y a aucune politique anglo-française [...], si ce n'est celle que l'on voit exprimée dans les journaux [français]. » À ce moment, Litvinov tendit à Tabouis un exemplaire du *Matin*, le quotidien anticomuniste. Un article en première page titrait : « Orientons donc l'expansion allemande vers l'Est, et nous serons ainsi tranquilles à l'Ouest¹⁵. »

II

Les gouvernements français et britannique devinrent moins satisfaits d'eux-mêmes et plus attirés par l'URSS lorsque, en janvier 1939, certaines rumeurs désignèrent la Hollande et l'Europe de l'Ouest comme les futures cibles nazies. Tout à coup, il sembla moins désirable de rompre tous les engagements avec l'URSS. Les opposants franco-britanniques à l'*apaisement*, réduits au silence après Munich, recommencèrent à s'exprimer.

En Grande-Bretagne, une réévaluation eut lieu au Foreign Office. Le secrétaire d'État Halifax n'était pas aussi optimiste que Chamberlain

quant aux perspectives d'un arrangement avec l'Allemagne ; par ailleurs, tout le monde savait ce que pensait Vansittart. Maiski rédigea une analyse intéressante de l'ambiance qui régnait en Grande-Bretagne au début janvier. Selon lui, l'optimisme de Chamberlain à propos d'un règlement général avait diminué. Bien que le premier ministre eût continué à croire en un accord avec l'Allemagne et l'Italie, nombre de ses collègues n'y croyaient plus ou doutaient de plus en plus. Aux yeux de Maiski, Hitler et Mussolini étaient largement responsables du « dégrisement » de l'opinion britannique¹⁶.

Ce « dégrisement » apparut lors de discussions au Foreign Office. À peu près au même moment où Maiski soumettait son rapport à Litvinov, un document d'apparence académique dû à Harold Caccia, un fonctionnaire du Foreign Office, futur sous-secrétaire permanent, analysait l'ouvrage de John Wheeler-Bennett sur le traité germano-soviétique de Brest-Litovsk de 1918 : ce compte rendu entraîna un important échange de vues sur les relations anglo-soviétiques.

La note de Caccia suggérait un réexamen de la politique britannique envers l'URSS à la lumière du livre de Wheeler-Bennett. Rappelant que « Lénine avait accepté l'aide de l'impérialisme français contre les brigands allemands », il demandait pourquoi le gouvernement britannique n'adopterait pas la même politique, en partant du principe que « des assassins russes » pourraient dans certains cas s'avérer un moindre danger que « les brigands allemands ». C'était la position de Churchill. Caccia suggéra que le nouvel ambassadeur à Moscou, sir William Seeds, tente de rencontrer Staline pour « clarifier » la question des relations anglo-soviétiques, en application du premier principe de Lénine.

Le mémorandum accompagné des comptes rendus du plus petit fonctionnaire du Foreign Office (reflétant la gamme d'opinions envers l'URSS) aboutit chez Halifax lui-même. D. W. Lascelles, un responsable de la section de l'Europe centrale, demanda : « Qu'y a-t-il à clarifier ? »

Essentiellement [...], les relations [anglo-soviétiques] sont fondées sur une antipathie inévitable et réciproque, et sur la prise de conscience que l'autre camp, en tentant de faire face à la menace allemande, agira empiriquement et n'aura en vue que ses propres intérêts. Les Russes savent très bien que, s'ils sont attaqués par l'Allemagne, nous ne les aiderons pas, mais nous ne les attaquerons pas non plus [...].

Lascelles concéda, cependant, qu'une petite discussion avec les Soviétiques « pourrait avoir un certain effet prophylactique sur les Allemands, et pourrait aussi [...] s'avérer utile [...] contre les détracteurs du gouvernement de Sa Majesté ». D'autres fonctionnaires de rang moyen du Foreign Office, tels Collier et William Strang (celui-ci responsable de la section de l'Europe centrale), récupérèrent cette idée et la firent progresser, malgré l'opposition d'Oliphant et de sir Alexander Cadogan, « l'homme posé et raisonnable » de Chamberlain, qui succéda à Vansittart comme sous-secrétaire permanent¹⁷.

Collier estimait que tenir l'URSS « à distance » avait été une erreur : « Cela indique à Hitler, à Mussolini et aux Japonais qu'ils peuvent s'occuper de chacun de nous séparément ; je pense qu'il faut tout au moins signaler à Staline que nous ne ferons rien, directement ou indirectement, pour aider Hitler dans ses plans à l'est [...]. » Un changement d'attitude « permettrait d'éliminer la critique générale de notre politique actuelle comme étant, pour "des raisons idéologiques", défavorable à une collaboration avec l'URSS et favorable à une collaboration avec l'Allemagne et l'Italie ».

La Russie n'est pas notre amie, bien qu'en certaines circonstances elle puisse être notre alliée, commenta Frank Ashton-Gwatkin, l'économiste du Foreign Office. Ses nombreuses incursions en politique européenne ont été pour la plupart malveillantes, par exemple le pacte franco-soviétique, l'intervention en Espagne, le faux encouragement donné aux Tchécoslovaques. Mais elle reste un facteur essentiel dans le fragile équilibre de l'Europe [...].

Cadogan était opposé à une ouverture à l'endroit de Moscou, car, selon lui, le gouvernement britannique n'avait rien à offrir : « Nous devons bientôt, dit-il, révéler qu'il n'y a rien dans nos valises. » Staline, en effet, pouvait poser des questions gênantes sur ce que la Grande-Bretagne ferait ou ne ferait pas en cas de conflit germano-soviétique. Il pouvait, par exemple « demander si "aucune aide indirecte [à l'Allemagne]" signifiait rester passif et donner carte blanche à l'Allemagne ». « Ce n'est pas une question facile, avoua Cadogan ; en fait, je ne pense pas que nous puissions donner à Staline la réponse qu'il attend [...]. »

Les vues de Cadogan auraient pu, le cas échéant, confirmer les soupçons soviétiques sur la complaisance britannique concernant l'Europe

de l'Est; elles ne satisfaisaient pas complètement Halifax, qui invita Vansittart à commenter. Celui-ci écrivit :

Les relations anglo-soviétiques sont dans un état des plus insatisfaisants. Cela n'est pas seulement regrettable, mais aussi dangereux, et continuer ainsi sera très bientôt plus dangereux encore. Elles sont dans cet état parce que les Russes pensent que nous les avons pratiquement boycottés pendant 1938; je pense d'ailleurs que c'est incontestable (en tout cas très largement confirmé). Nous ne les avons jamais mis dans la confiance ni essayé d'établir des contacts étroits avec eux; c'est la raison de la dérive progressive vers l'isolement qui se produit en Russie. Ce fait et cette tendance devraient être corrigés le plus rapidement.

Vansittart n'était pas sûr de la marche à suivre. « Les Russes ont besoin d'un geste. » Il suggéra d'envoyer un ministre — soit Robert Hudson, soit Oliver Stanley — en Union soviétique sous le couvert de négociations commerciales continues. Halifax demanda à Vansittart de le rencontrer à propos de cette idée¹⁸. Cela marqua un certain progrès — dans la mesure où l'on était en faveur de meilleures relations avec l'URSS —, mais ce n'était pas un changement radical de politique. Chamberlain espérait encore un règlement global avec Hitler. Il n'entendait pas laisser le Foreign Office aller très loin dans sa route vers Moscou; Cadogan d'ailleurs était là pour empêcher Halifax de dévier de sa trajectoire.

En fait, Halifax n'était pas du genre à trop dévier. Durant l'automne 1937, alors qu'il était *lord president*, il avait rencontré Hitler lors d'une visite en Allemagne, visite au demeurant très discutée dans la presse anglaise. « Halifax m'a dit, rapporta le député conservateur Channon, qu'il appréciait tous les leaders nazis, même Goebbels, et qu'il était très impressionné, intéressé et amusé par sa visite. Il pense que ce régime est fantastique, peut-être même trop pour être pris au sérieux [...]. J'étais éberlué par tout ce qu'il disait [...]»¹⁹. » Halifax succéda à Eden aux Affaires étrangères en février 1938, au grand soulagement de Chamberlain pour qui Eden était trop réticent. Avant Munich, Halifax avait soutenu la politique de Chamberlain vis-à-vis de l'Allemagne, malgré un fléchissement durant la crise en septembre et puis une nouvelle fois en 1939. C'était un aristocrate britannique, membre de la Chambre des lords, très conservateur et notablement anglican. Grand, dégingandé, dégarni, de

belle prestance, il était effacé et difficile à mettre en colère, préférant éviter l'affrontement direct. Comme secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Halifax était influencé par Cadogan, mais il lui arrivait d'écouter Vansittart et parfois même de suivre son avis, au grand dam de Cadogan. Tandis que Chamberlain était violemment opposé à de meilleures relations avec l'URSS, Halifax était plus flexible, bien que peu enthousiaste. Il voyait souvent Maiski, qui pouvait mettre à l'épreuve sa patience, mais en bon gentleman anglais, il ne montrait presque jamais son irritation. Halifax n'était pas un partisan inconditionnel de l'*appeasement*, mais il était disposé à laisser la porte ouverte à un éventuel changement de position allemand, même quand la guerre survint en septembre 1939.

Le jour où il écrivit à Halifax à propos de la mission à Moscou, Vansittart se rendit une nouvelle fois voir Maiski, pour à nouveau se plaindre — ouvertement — de la politique de Chamberlain. Il souffrait « d'une grande angoisse », nota Maiski ; il était « profondément déçu de la diplomatie anglaise et française ». D'après lui, 1939 serait « l'année décisive ». Vansittart jugeait que les intérêts britanniques, français et soviétiques étaient identiques et que, à moins d'une extrême vigilance, Hitler les cueillerait les uns après les autres — « comme un artichaut mangé feuille par feuille ». Après avoir écouté son interlocuteur pendant un moment, Maiski lui répondit qu'il prêchait à un converti. Selon lui, « l'URSS n'avait cessé de soutenir le principe de la sécurité collective, alors que Londres et Paris l'avaient systématiquement dénigré ». À la fin de leur conversation, Vansittart exprima « l'espoir que la politique d'*appeasement* en Angleterre en vienne rapidement à une fin déshonorante bien méritée²⁰ ».

III

Pendant que Maiski attendait de voir si les espoirs de Vansittart allaient se confirmer, l'activité diplomatique entre Berlin et Moscou s'intensifia. Le 5 janvier, l'ancien ambassadeur d'Allemagne à Moscou, Rudolf Nadolny, et le conseiller commercial Gustav Hilger, prirent contact avec Alekseï F. Merekalov, ambassadeur de l'URSS à Berlin, afin de lui demander si le gouvernement soviétique était disposé à reprendre les négociations

suspendues en mars 1938 pour un crédit de 200 millions de marks. Merekalov rapporta dans son télégramme à Moscou que les Allemands se disaient prêts à négocier et à faire des concessions sur les conditions et la longueur du crédit, ainsi qu'à baisser les prix. Il n'était pas fait mention de relations ou de négociations politiques (dans les extraits publiés, Merekalov ne commente pas l'initiative allemande). Anastas I. Mikoïan, commissaire au Commerce extérieur, répondit trois jours plus tard que le gouvernement était disposé à renouer les négociations à propos du crédit sur la base des conditions proposées par les Allemands. Il suggéra que les négociations aient lieu à Moscou²¹.

Merekalov retourna voir Émile Wiehl, le directeur de la section économique du ministère allemand des Affaires étrangères, pour l'informer de la réponse russe. Satisfait de cette nouvelle, Wiehl dit qu'il ferait son possible pour obtenir une réponse positive de ses supérieurs. Le lendemain, Merekalov participait à la traditionnelle réception diplomatique du nouvel an à Berlin. Il rapporta y avoir rencontré Hitler : « Dans sa tournée des ambassadeurs, il me salua, s'enquit de ma vie à Berlin, de ma famille, de mon [récent] voyage à Moscou ; il souligna qu'il était au courant de ma visite à Schulenburg là-bas ; il me souhaita le succès et prit congé. » Puis Ribbentrop et d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement s'approchèrent, mais ils se limitèrent à des banalités. Merekalov ne voyait aucune signification politique à cette rencontre, pas plus qu'il ne la liait à la proposition de reprise des négociations sur le crédit²².

Huit jours plus tard, il retourna voir Wiehl qui était avec Karl Schnurre, chef de la délégation commerciale allemande, et Hilger. L'idée de négocier à Moscou ne plaisait guère aux Allemands ; toutefois, ils finirent par accepter. Schnurre allait s'y rendre à la fin janvier après une halte de trois jours à Varsovie ; il resterait à Moscou jusqu'à la mi-février et retournerait alors à Varsovie pour négocier avec les Polonais. Merekalov reçut la confirmation que Schnurre avait les pleins pouvoirs pour négocier les commandes et les conditions commerciales. Tout semblait prêt pour les négociations, y compris un visa pour l'épouse de Schnurre afin qu'elle puisse faire du tourisme à Moscou²³.

Les gouvernements français et britannique eurent vent des négociations quinze jours avant qu'elles ne débutent. La réaction franco-britannique fut presque indifférente, ce qui peut surprendre étant donné

les avertissements répétés de Coulondre face au danger d'un rapprochement germano-soviétique. Au Foreign Office, Collier, toujours à l'affût de signes d'amélioration des relations germano-soviétiques, ne fit pas grand cas des rapports concernant des négociations imminentes. Depuis Moscou, Payart signala l'arrivée attendue de Schnurre et avança que les pourparlers pourraient aller au-delà de simples questions économiques²⁴.

Le 27 janvier, le journaliste Vernon Bartlett publia un article dans le *News Chronicle* de Londres sur le « danger » d'un « rapprochement germano-soviétique ». Le lendemain Wiehl téléphona à Merekalov pour lui signifier la fin des négociations. Schnurre fut rappelé à Berlin toutes affaires cessantes, Wiehl ne pouvant dire quand la mission pourrait reprendre. Merekalov présuma que les « vociférations » suscitées par les articles dans la presse étrangère sur un rapprochement germano-soviétique avaient entraîné l'annulation du voyage de Schnurre à Moscou²⁵.

De son côté, Litvinov s'interrogeait aussi sur la suppression de la mission de Schnurre, mais sa méfiance à l'endroit des gouvernements français et britannique était si profonde qu'elle confinait parfois à la paranoïa. Il chargea Merekalov de trouver ce qui s'était passé, laissant entendre que, si les Allemands avaient pu s'inquiéter d'une publicité inopportune, les Français et les Britanniques avaient encore plus de raisons de s'inquiéter. « Ne soyez pas si pressés de vous arranger avec l'URSS, auraient pu dire aux Allemands les Français et les Britanniques, attendez de notre part de nouvelles concessions. » Des rumeurs d'une éventuelle visite de Bonnet à Berlin semblaient renforcer ces soupçons²⁶.

Les spéculations de Litvinov déraillaient cette fois-ci. Le gouvernement britannique remarqua à peine la mission de Schnurre, tandis que les avertissements de Payart n'étaient pas entendus à Paris. Reproduit dans les journaux moscovites sans commentaires, l'article du *News Chronicle* incita Payart à faire remarquer que, précédemment, un tel article aurait provoqué l'indignation soviétique. Il lui semblait d'ailleurs que l'article était d'inspiration soviétique. Maiski connaissait Bartlett : il signalait ainsi par son entremise la déception soviétique envers la sécurité collective et la préparation de l'opinion publique russe à un éventuel changement radical de la politique étrangère. L'avertissement de Payart était clair : la publicité donnée à l'article de Bartlett pouvait « être considérée comme

l'amorce d'un tournant possible et doit, à ce titre, retenir la plus sérieuse attention²⁷ ». La mise en garde de Payart aurait dû être prise au sérieux, mais le « revirement » n'avait pas encore eu lieu.

Après avoir évoqué ces options dans le cas où les gouvernements français et britannique persisteraient à céder devant l'intimidation nazie, les Soviétiques envoyèrent des messages plus encourageants aux ambassades à Moscou. Lors d'une discussion avec l'ambassadeur Seeds, Litvinov exprima sa répugnance envers de meilleures relations économiques germano-soviétiques; tous ces techniciens allemands, dit Litvinov, représentaient autant d'espions²⁸. Potemkine, de son côté, dit à Payart que, même si les griefs soviétiques exprimés dans l'article de Bartlett étaient justifiés, les conclusions sur un possible rapprochement germano-soviétique étaient celles de l'auteur et non celles du gouvernement soviétique.

Payart demanda à Potemkine si les Allemands voulaient transformer les négociations économiques en négociations politiques. « J'exprimai mes doutes, écrit Potemkine, mais sur-le-champ je rappelai froidement à Payart que nous ne refusions jamais d'améliorer nos relations avec les autres gouvernements et que, dans le protocole du pacte franco-soviétique, nous, comme les Français, reconnaissons l'avantage d'une collaboration politique avec l'Allemagne dans le cadre d'un renforcement de la paix et de la sécurité collective. » N'était-il pas ironique, continuait-il, que l'Allemagne soit plus désireuse que la France de vendre du matériel de guerre à l'URSS? Là, il faisait allusion à une vieille plainte remontant à 1936: le sabotage par les Français des commandes soviétiques de matériel de guerre. Payart était très nerveux à propos des discussions économiques germano-soviétiques — comme le constata Potemkine; pourtant il rapporta que les dispositions soviétiques à l'égard de la France et de la Grande-Bretagne s'étaient améliorées depuis la fin janvier. Nous devrions nous hâter de profiter de la situation, avertit Payart, sinon nous courons le risque d'une volte-face soviétique en faveur de l'Allemagne²⁹.

Les relations germano-soviétiques se calmèrent quelque peu. Wiehl prévint Merekalov que Schnurre n'irait pas à Moscou, mais que les négociations seraient menées par l'ambassadeur Schulenburg et le conseiller Hilger. Les Allemands, commenta Merekalov, souhaitent éviter un

brouhaha dans la presse en envoyant une mission directement de Berlin. Il y eut deux entretiens avec Mikoïan en février, qui n'eurent pas de résultats concrets³⁰.

IV

Chose étonnante, il n'y eut pas, au Quai d'Orsay, de réaction notable aux rapports de Payart, même s'il y eut des signes que Vansittart avait réussi à obtenir une modeste ouverture à l'endroit du gouvernement soviétique. À Moscou, le 19 février, Seeds informa Litvinov que son gouvernement allait envoyer Robert Hudson, le ministre du Commerce extérieur. Celui-ci devait discuter de questions commerciales, mais Seeds laissa entendre que Londres espérait une amélioration globale des relations anglo-soviétiques. Litvinov en prit acte, mais se plaignit des capitulations franco-britanniques répétées : des promesses en sens contraire, ajouta-t-il, « ont été librement répétées et aussi librement rompues ». Litvinov prit particulièrement Bonnet pour cible de son mépris, le traitant de « capitulard-né ». Dans ces circonstances, dit-il, l'URSS « gardera ses distances ». Seeds souligna le fait que l'opinion publique avait changé en Angleterre. Tant mieux, répondit Litvinov, mais ce sont les actions qui doivent changer³¹.

Au même moment, un nouvel ambassadeur français en Union soviétique succéda à Coulongre. C'était Paul-Émile Naggiar, un diplomate de carrière précédemment en poste en Chine. Comme Alphand et Coulongre, Naggiar était un partisan convaincu de meilleures relations franco-soviétiques, mais ses recommandations à Paris, comme celles de ses prédécesseurs, ne furent pas plus suivies. Naggiar rencontra Litvinov pour la première fois le 8 février et Potemkine le lendemain. Ils lui transmittèrent le message habituel, à savoir que l'URSS était prête à coopérer avec la France et la Grande-Bretagne, mais que la réciproque n'avait pas été vraie par le passé. Si l'attitude franco-britannique changeait, le gouvernement soviétique s'en réjouirait. « Sinon, nous pouvons nous passer de vous ; nous n'irons pas implorer votre soutien. »

Potemkine fut plus cordial que Litvinov, mais il fustigea l'inertie du gouvernement français en Europe orientale, abandonnant la Pologne et la Roumanie à leur sort. L'alliance polonaise, le pacte franco-soviétique, les

relations avec la Petite Entente (Yougoslavie, Tchécoslovaquie et Roumanie) semblaient être des étapes révolues de la politique étrangère française. Naggiar protesta que cette conclusion était « prématurée », bien qu'il admit l'existence en France d'une opposition à la coopération avec l'URSS. Tant que vous tenterez de renforcer la coopération avec nous, dit Potemkine, vous pourrez compter sur notre appui total. Dans le bref compte rendu de la rencontre par Litvinov — pas dans celui de Naggiar évidemment — une note suggérait que l'ambassadeur « avait fait comprendre » qu'il n'approuvait pas complètement la « politique de capitulation » de son gouvernement³².

Quoi qu'ait dit Naggiar, les rapports en provenance de Paris n'étaient pas encourageants. Souritz soumit un long compte rendu de ses conversations avec les politiciens et les ministres français, en particulier avec Blum et Mandel. L'image d'ensemble qui s'en dégagait était sinistre : autre preuve, à l'appui des vues de Duroselle et Weber, d'une France « décadente ». Le gouvernement français, trop confiant, pensait que ses « anciens amis » se retrouveraient tous dans le camp français au bon moment, sans qu'il y eût rien à faire pour s'assurer leur soutien. Cette confiance démesurée ne fut ébranlée que lorsque les rumeurs d'un flirt nazi avec la Pologne ou d'un changement dans les relations germano-soviétiques circulèrent. « De tels "signaux", constata Souritz, ne sont donc pas inutiles. »

Du côté des politiciens français, Blum était extrêmement pessimiste et s'attendait à ce que Daladier et Bonnet entraînent la France « vers un nouveau Sedan ». Et cela vient, fit remarquer Souritz, du chef du plus grand et plus puissant parti de l'Assemblée nationale ! Mandel, cependant, était « tout le contraire » de Blum. Il était « totalement dénué de quelque sentimentalisme ». C'était, dans le sens le plus pur, un « rationaliste avec une tendance au cynisme et un fort penchant pour la conspiration et l'intrigue ». Mandel œuvrait paisiblement à déconsidérer Bonnet, écrivit Souritz :

Il relève les faits, les rumeurs, les éléments et attend le moment pour agir. Pendant les journées de septembre [en 1938], lorsqu'il prévoyait une guerre imminente et joua, pour la première fois, le rôle d'un deuxième Clemenceau, il avait déjà graissé la corde [de pendu] pour Bonnet. Il se

tient tranquille pour le moment, mais sa haine de Bonnet n'a pas faibli. Si vous voulez savoir quoi que ce soit sur Bonnet, il faut voir [Mandel].

Souritz affirma qu'il avait obtenu des renseignements importants sur les récents efforts clandestins de Bonnet pour améliorer les relations de la France avec l'Allemagne et l'Italie, avant qu'ils soient rendus publics. Bonnet était en train de préparer une nouvelle initiative pour persuader Hitler que la France ne s'opposerait pas à une expansion allemande vers l'est. Mandel conclut que « des sales compromis » et des concessions ne satisferaient jamais les agresseurs : « [...] avec chaque nouvelle crise, il sera encore plus difficile d'éviter la guerre ; finalement, elle sera imposée à la France dans les pires conditions possibles³³. »

À la mi-février, Litvinov était plus pessimiste que son adjoint Potemkine dans ses analyses de la politique franco-britannique. Lorsque Maiski déclara que l'opposition à l'*appeasement* augmentait, Litvinov répondit que Chamberlain et Bonnet avaient encore en réserve des concessions pour Hitler et Mussolini. « Il n'est pas vrai que les concessions ont été épuisées ou sont en voie de l'être. Les Britanniques et les Français ont décidé d'éviter la guerre "à tout prix". » « Bien sûr, je ne prétends pas détenir la vérité et toutes les surprises sont possibles³⁴. »

Lorsque Litvinov vit de nouveau Naggiar le 22 février, il avait en tête la lettre de Souritz se plaignant de la mollesse de la politique française. Mais Litvinov était moins cynique avec Naggiar qu'avec Maiski. Il affirma que l'URSS continuerait à appuyer la politique de sécurité collective si le gouvernement français en faisait autant, même si la situation après Munich était moins favorable. Les gouvernements français et britannique, néanmoins, ne pouvaient pas continuer à se défilier aux moments critiques. Naggiar, comme Payart avant lui, avertit Bonnet catégoriquement que, dans ce cas, il serait possible que l'URSS s'entende avec l'Allemagne (en dépit des préférences de Litvinov)³⁵.

V

Entre-temps à Londres, Maiski continuait à rechercher des améliorations de la politique britannique. Début mars, il rapporta que Chamberlain et plusieurs ministres avaient assisté à une réception de l'ambassade

d'URSS. Maïski eut même une conversation avec le premier ministre, qui suggéra que la situation internationale s'améliorerait et que Hitler et Mussolini l'avaient assuré qu'ils désiraient atteindre leurs objectifs pacifiquement. Selon Maïski, la presse londonienne avait grossi la visite à l'ambassade, l'interprétant comme un signe de l'amélioration des relations anglo-soviétiques. L'ambassadeur n'allait pas si loin : la visite de Chamberlain pouvait être destinée à appâter Hitler et à le mettre dans les meilleures dispositions, ou à museler les critiques de l'opposition qui attaquaient le gouvernement pour sa réticence à améliorer ses relations avec l'URSS³⁶.

Litvinov resta cynique. Il était d'accord avec les supputations de Maïski sur les motifs de la visite de Chamberlain à l'ambassade, mais il pensait aussi que le premier ministre pouvait avoir des doutes cachés quant à sa capacité d'étancher la soif de nouvelles conquêtes des agresseurs. Si la guerre menaçait, Chamberlain pouvait penser que ce serait une bonne idée « de faire allusion » à de meilleures relations devant le gouvernement soviétique. Litvinov n'y voyait que ruse et manipulation : Chamberlain voulait que Hitler aille vers l'est, mais si les Allemands songeaient à aller dans la direction opposée, les Britanniques les menaceraient d'une alliance avec les puissances de l'Est. « Je ne serais pas surpris, remarqua Litvinov, si, en réponse, Hitler nous adressait le même genre de geste. » Pourtant, Litvinov semblait ouvert aux possibilités offertes par Londres, après avoir spéculé quelque peu sur les buts de la mission Hudson à Moscou. « Tout en observant les comportements anglais avec un certain scepticisme et une certaine méfiance, je pense que ceux-ci ne sont pas inutiles, surtout si l'on considère la détérioration de nos relations avec le Japon³⁷. »

Les relations soviéto-japonaises, en effet, étaient tendues depuis un bout de temps. En 1938, l'Armée rouge avait eu le dessus dans des escarmouches à la frontière mandchoue. Staline espérait peut-être que cette performance rétablirait le prestige militaire soviétique terni par les purges. Les Japonais étaient enlisés dans des combats en Chine ; le gouvernement soviétique appuyait le Guomintang de Tchang Kaï-ček dans l'intérêt évident de maintenir l'attention des Japonais loin de ses frontières sibériennes. Mais les incursions frontalières des Japonais continuaient et préoccupaient le gouvernement soviétique³⁸. Ces inquiétudes

étaient une motivation supplémentaire à garder ouverte la voie vers de meilleures relations avec la Grande-Bretagne.

Maiski continua sa quête des signes d'un revirement de la politique britannique. Le 8 mars, il rencontra Hudson et R. A. Butler, sous-secrétaire d'État aux Affaires parlementaires, dans un déjeuner au Foreign Office. Alors que Maiski s'en allait, il confia à Hudson qu'il était « assez convaincu que l'Empire britannique était incapable de résister à l'agression allemande, même avec l'assistance de la France, à moins d'avoir la collaboration et l'aide de la Russie ». Hudson lui répondit qu'il pensait que la Grande-Bretagne et la France changeraient de cap et finalement triompheraient, avec ou sans l'URSS. Hudson prit bonne note de cet échange, et en conclut que, si Maiski s'était « dérangé pour soulever de telles questions [...], cela pouvait indiquer une certaine nervosité de la part du gouvernement russe ». Vansittart fut exaspéré lorsqu'il lut le mémorandum et laissa la note suivante pour Halifax :

Il y a malheureusement beaucoup de vérité dans ce que dit M. Maiski : par exemple, les forces aériennes britanniques et françaises sont trop inégales pour affronter toute la Luftwaffe. Il est tout à fait essentiel qu'une partie soit immobilisée sur le front oriental de l'Allemagne. Je vois peu d'intérêt à nier ces évidences, ou à ne pas essayer de tirer les Russes de leurs tendances isolationnistes au lieu de les ramener dans cette direction [...].

« Indéniablement, conclut Vansittart, lorsqu'un ambassadeur étranger parle de cette façon, il y a un *gambit* évident et infiniment préférable. » Le 14 mars, Halifax laissa une note pour Vansittart indiquant qu'il avait parlé à Hudson, le prévenant « contre toute conduite qui encouragerait un "retrait" russe³⁹ ».

Le compte rendu de l'entrevue rédigé par Maiski indique que, en aucun cas, Hudson n'encourageait un « retrait » russe. Bien au contraire. D'après Maiski, Hudson souligna clairement qu'il y avait eu un changement marqué dans la politique britannique depuis deux ou trois mois. Le gouvernement conservateur était « fermement décidé à maintenir son empire et sa position de grande puissance ». Dans ce but, la Grande-Bretagne, en plus de réarmer, avait besoin d'alliés, dont spécialement l'URSS. « Ici à Londres, cependant, de nombreuses personnes l'ont assuré [Hudson] que l'URSS ne veut pas à présent de collaboration avec les

démocraties occidentales, qu'elle se dirige de plus en plus vers une politique d'isolement et que, par conséquent, il est inutile de chercher un langage commun avec Moscou.» Selon Maiski, la mission de Hudson, loin d'être strictement limitée à des questions commerciales, avait pour but de préciser si l'URSS voulait « réellement un rapprochement et une collaboration avec Londres ». L'opposition à des relations plus étroites avec l'URSS avait « presque été surmontée ». Hudson était prêt à discuter avec Moscou de n'importe quelle question, économique ou politique, sans toutefois disposer d'instructions fermes de la part de son gouvernement. Dès lors, sa visite à Moscou pouvait jouer « un rôle important dans l'orientation future de la politique étrangère britannique [...]. De son strict point de vue, Hudson désirait ardemment voir cette orientation adopter la ligne Londres-Paris-Moscou. » C'est un politicien ambitieux, dit Maiski, « mais je ne pense pas que Hudson puisse adopter la ligne générale qu'il a développée dans la discussion d'aujourd'hui sans l'aval de Chamberlain⁴⁰ ».

Il est assez rare de voir des comptes rendus d'une même discussion différer autant que ceux de Hudson et de Maiski. Si ce dernier dit vrai, Hudson fit des ouvertures appuyées en vue de meilleures relations. Cela aurait sans doute plu à Vansittart. Mais il semble bien que Chamberlain, horrifié par cette initiative, n'ait pas donné une telle latitude à son ministre. Ce qui explique peut-être pourquoi Hudson minimisa auprès de ses collègues ce qu'il avait dit à l'ambassadeur soviétique. De son côté, Maiski confia à Butler que ce qu'il avait entendu dans la bouche de Hudson « était trop beau pour être vrai » et qu'il se méfiait profondément des politiques de Chamberlain⁴¹. Toutefois, ce scepticisme n'apparaît pas dans son rapport transmis à Moscou, cela étant la preuve que Maiski jouait le jeu honnêtement, essayant d'améliorer les relations anglo-soviétiques.

Le 9 mars, le lendemain de son entretien avec Hudson, Maiski rapporta plusieurs signes de changement dans la politique britannique. Selon le magnat de la presse Max Beaverbrook, Chamberlain avait admis devant Churchill que sa politique à l'égard de l'Allemagne avait échoué. Il allait, bien sûr, poursuivre ses efforts pour diminuer les tensions anglo-allemandes, mais il ne croyait plus en la possibilité d'une « solide amitié avec Berlin ». Cette prise de conscience, dit Beaverbrook, expliquait la « transformation » britannique vis-à-vis de l'URSS, changement d'ailleurs

bien perçu par l'opinion publique. Butler confirma ce changement au cours d'un autre entretien avec Maiski et souligna l'importance de la mission de Hudson comme signe de la nouvelle politique britannique. Maiski rencontra également le correspondant du *Times*, sir Basil Liddell Hart ; ce dernier lui confirma le changement de politique, observant que le gouvernement britannique — un peu tard il est vrai — « était parvenu à la conclusion que sans l'URSS, l'intégrité de l'Empire ne pouvait être garantie, ni stratégiquement ni politiquement⁴² ».

Staline intervint à ce stade en tirant un coup de semonce devant les gouvernements français et britannique. Le 10 mars, il prononça un discours très remarqué au XVIII^e Congrès du Parti communiste de l'URSS. Ce discours traitait principalement de questions intérieures, mais il contenait des passages importants sur les affaires internationales. Staline énonça le discours soviétique habituel sur l'échec de la sécurité collective et la capitulation de la France et de la Grande-Bretagne devant l'intimidation des États agresseurs. Il s'adonna aussi au jeu des devinettes concernant la prochaine proie de Hitler : l'Est ou l'Ouest ? Il se pourrait bien, affirma Staline, que l'Allemagne convoite l'Ukraine, comme les démocraties occidentales semblent l'espérer. Toutefois, remarqua-t-il en plaisantant, l'Allemagne a déçu ces attentes et s'est tournée vers l'ouest. Puis, il résuma la politique soviétique : « Nous sommes pour la paix et le renforcement des relations commerciales avec tous les pays. » Staline conclut que, même si l'URSS « soutenait les nations agressées qui luttent pour leur indépendance », la politique soviétique visait à « rester prudent et à ne pas se laisser entraîner dans des conflits par des va-t-en-guerre habitués à ce que d'autres tirent les marrons du feu à leur place [...] »⁴³. Des contemporains, notamment Ribbentrop et Schulenburg — et souvent les historiens actuels —, ont interprété l'allusion à « tirer les marrons du feu » comme un appel du pied à l'Allemagne en vue de négocier. Mais le discours dans son ensemble était une répétition détaillée de la politique de Litvinov ; la référence aux « marrons » venait de l'appréhension d'être abandonnée par la France et la Grande-Bretagne pour affronter seule l'Allemagne⁴⁴. C'était aussi le reflet de la peur des Français et des Britanniques de devoir mener seuls une guerre contre l'Allemagne, alors que l'URSS, restant neutre, n'interviendrait qu'au dernier moment pour étendre le communisme à une Europe dévastée.

Les paroles de Staline furent remarquées à Londres. Le 14 mars, Vansittart rencontra Maiski, disant que Hudson était mandaté par le gouvernement pour discuter des questions économiques et politiques. Étant donné la situation instable en Europe, il était important de tirer le maximum de la mission de Hudson et de lui donner le plus de publicité possible. Vansittart estimait qu'une action allemande vers ce qui restait de la Tchécoslovaquie était imminente et serait « le dernier clou dans le cercueil de Munich ». La perspective ne le surprenait pas, et il pensait que ce serait « un coup dur pour le premier ministre et généralement pour tous les partisans de l'*appeasement* ». Mais Vansittart avait ses propres inquiétudes : il se demandait, avec quelque appréhension, si à Moscou on voulait réellement évoquer les questions politiques avec Hudson. À en juger par certaines des remarques de Vansittart, observa Maiski, le récent discours de Staline avait eu l'effet désiré. Cette remarque était intéressante, car elle indiquait que le discours était un « signal » (comme disait Souritz) de ne pas prendre l'URSS pour acquise ou de ne pas la mener en bateau. Maiski donna de vagues assurances que Litvinov verrait Hudson pour discuter des questions idoines. D'après l'ambassadeur, Vansittart voulait plus que jamais établir le contact le plus étroit possible entre Londres et Moscou ; il expliqua longuement à son interlocuteur « pourquoi il était important que la mission de Hudson réussisse⁴⁵ ».

Le lendemain, le 15 mars, la Wehrmacht entra dans Prague, perturbant le rythme paisible des changements dans la politique britannique. « Que d'espairs détruits en ce jour », écrivit Channon dans son journal. Voilà le respect de Hitler pour l'autodétermination, pensèrent la plupart des diplomates à Berlin, et voilà comment il tient ses promesses de ne pas redessiner davantage les frontières européennes⁴⁶ ! Les plaisanteries aux dépens de Chamberlain étaient cruelles, mais révélatrices. Le chargé d'affaires soviétique à Berlin, G. A. Astakhov, raconta la blague suivante après la visite de Chamberlain à Rome en janvier : « [...] Mussolini dresse la liste de ses exigences [à la France] : Djibouti, Tunis, la Corse, Nice, etc. [...]. Chamberlain répond : "Accordé." [...] Mussolini ajoute : "Et votre parapluie aussi." Chamberlain de dire : "Pardonnez-moi, mais il m'appartient pour de vrai"⁴⁷. » Même Chamberlain et Cadogan, qui n'aimaient pas Vansittart, durent admettre qu'il avait eu raison depuis le début. Cela irritait le premier ministre de devoir subir de la part de Vansittart les

« Ah ! C'est ce que je prévoyais. Il [Hitler] vous a endormi avec des mots doux tandis qu'il préparait son prochain saut⁴⁸ ! »

Les mauvaises nouvelles continuèrent de s'accumuler. Le 17 mars, des rumeurs circulèrent que l'Allemagne avait lancé l'ultimatum à la Roumanie d'accepter ses exigences politiques et économiques, et que la Hongrie elle aussi était menacée. Le Foreign Office envoya des dépêches aux États voisins pour leur demander de définir leur position en cas d'agression allemande contre la Roumanie. Le télégramme à la Russie voulait savoir si celle-ci prêterait assistance au gouvernement roumain. « Nous avons désormais commencé à flirter avec la Russie, nota Channon. Nous devons vraiment être dans le pétrin pour en arriver là⁴⁹. » Chamberlain espérait toujours que la situation pourrait être sauvée, tout en étant conscient que l'occupation de la Tchécoslovaquie avait porté un rude coup à sa politique⁵⁰. Le réveil somnolent du premier ministre toutefois ne signifiait pas qu'il voulait voir « les gestes » de Van à l'égard de Moscou devenir une course précipitée vers l'intimité.

C'était justement ce que ce dernier avait en tête. Deux jours après l'entrée des nazis à Prague, il fit venir Maiski. Les hauts fonctionnaires du Foreign Office — et les historiens — ont souvent dénoncé Maiski pour ses intrigues et sa complicité envers les politiciens de l'opposition, les journalistes et les ministres de la Couronne. On assistait ici à un retournement de situation : c'était Vansittart qui faisait pression sur Maiski pour obtenir une grande alliance contre l'Allemagne.

Vansittart m'invita à venir le voir. Il parla immédiatement des événements en Europe centrale. Il semblait très mal à l'aise et presque triomphant à la fois. Ayant déclaré qu'il me parlait tout à fait officieusement et de sa propre initiative, il se mit à m'expliquer que l'annexion de la Tchécoslovaquie marquait le coup final à la politique de Chamberlain. Tous les rats abandonnaient le navire en perdition [...]. Il ne pouvait y avoir aucun doute : [...] l'*appeasement* était mort et enterré.

« J'exprimai mon scepticisme plusieurs fois et sous différentes formes, dit Maiski [...]. Mais Vansittart me détrompa fortement et argua que la politique étrangère du premier ministre s'était complètement effondrée. » Désormais, une nouvelle ère va s'ouvrir, dit-il, où sa politique serait triomphante — celle visant à créer un « puissant bloc antiallemand ».

Nous devons agir rapidement, ajouta-t-il, car Hitler, encouragé par ses succès, n'attendra pas longtemps pour frapper à nouveau. Mais où ? Dans quelle direction ? Encore les devinettes. Vansittart pensait que la Roumanie serait la prochaine cible. Quelle que soit la direction de la prochaine attaque, la seule façon de l'arrêter était de construire un bloc franco-anglo-soviétique avec la participation des autres États européens menacés. Vansittart mentionna encore ses espoirs quant à la mission de Hudson, qui devait s'embarquer le lendemain. Elle pourrait avoir une plus grande importance que prévu initialement.

Vansittart reconnut aussi les difficultés d'une telle mission. Les relations franco-soviétiques étaient froides. Le gouvernement soviétique pouvait-il faire quelque chose en vue de signaler une amélioration ? Maiski fut prudent, disant qu'il ne pouvait pas parler pour son gouvernement mais que, personnellement, il doutait que l'initiative pût venir de Moscou. « Et vos relations avec la Pologne et la Roumanie ? demanda Vansittart. Si la Roumanie résistait à l'agression allemande, l'URSS lui fournirait-elle une assistance militaire ? » « Je ne puis répondre, dit Maiski, vos questions me prennent au dépourvu. » Tout ce que Maiski pouvait faire, c'était renvoyer Van au récent discours de Staline et à la volonté de son gouvernement d'aider les victimes d'agression. Je comprends votre réponse, dit Vansittart, mais « le moment est venu pour la Grande-Bretagne, la France et l'URSS de décider à l'avance ce qu'elles veulent faire dans toute éventualité ».

Le malheur, en 1938, fut que Hitler asséna des coups à une Europe divisée et prise au dépourvu ; si, en 1939, nous voulons résister à l'agression allemande, l'Europe doit être unie et préparée. Il faut que la première étape en ce sens soit un rapprochement entre Londres, Paris et Moscou, ainsi que la préparation d'un plan d'action général avant et non pendant la crise.

Maiski fit remarquer une nouvelle fois à Vansittart qu'il prêchait à un converti : c'était Londres et Paris qui avaient « systématiquement saboté toute résistance collective à l'agresseur ». « Je suis tout à fait d'accord, répliqua Van, mais la musique a changé dorénavant. Pensez-y et reparlons-en la semaine prochaine. » Entre-temps, Maiski demanda des instructions à Moscou⁵¹.

Quelle rencontre extraordinaire ! Le compte rendu de Maiski rend bien l'enthousiasme triomphant de Vansittart et son sentiment de justice. L'ambassadeur semblait captivé par ce discours direct. Si seulement cela avait été aussi facile ! Les dures réalités tempérèrent bientôt l'enthousiasme de Vansittart, malgré la clarté de sa vision.

Le lendemain, 18 mars, Halifax fit venir Maiski pour confirmer, ainsi que l'avait déjà fait Vansittart, l'importance de la mission de Hudson. Malgré l'absence d'instructions formelles de la part de son gouvernement, Hudson était « prêt à discuter à Moscou de toute question non seulement économique, mais également politique ». « Personnellement, [je] compte sur Hudson, dit Halifax, pour être capable de dissiper les soupçons concernant les intentions et la politique étrangère de notre gouvernement, et ainsi préparer le terrain pour une coopération plus étroite entre nos deux pays [...]. » Halifax ajouta qu'il espérait qu'à son retour, Hudson puisse dissiper « les doutes de l'Angleterre concernant l'URSS ». Maiski imaginait que Halifax avait entendu beaucoup de « fables antisoviétiques sur "la faiblesse" de l'Armée rouge » ; il espérait que Hudson puisse « ramener de Moscou de solides preuves du contraire ». Halifax aborda également le sujet de l'aide à la Roumanie, bien que, évidemment, Maiski n'eût pas d'instructions à ce sujet et n'ait pu que renvoyer à nouveau au discours de Staline (du 10 mars)⁵².

Dans les comptes rendus de ses rencontres avec Halifax, Vansittart, Hudson et Butler, Maiski met en scène un gouvernement britannique plus intéressé à améliorer ses relations avec l'URSS que ce qu'indiquent les rapports britanniques de ces mêmes rencontres. Une bonne illustration en est la colère de Vansittart à propos du rapport de Hudson concernant sa discussion avec Maiski le 8 mars. Il est possible que cette différence de ton entre les comptes rendus soviétiques et britanniques vienne du fait que les Britanniques ne désiraient pas manifester leur enthousiasme, afin de ménager Chamberlain. Un lecteur soupçonneux pourrait suggérer que Maiski exagéra ou inventa l'enthousiasme des Britanniques. Mais les communications de celui-ci sont trop nombreuses et trop concordantes dans leur contenu pour que l'on puisse douter.

Litvinov était sceptique face au revirement de la politique britannique. Il répondit prudemment à la demande britannique concernant la position soviétique vis-à-vis de la Roumanie, mais promit de consulter son

gouvernement, ou plutôt Staline. Il le fit et proposa à Seeds une conférence à cinq, puis à six, réunissant la France, la Grande-Bretagne, l'URSS, la Pologne, la Roumanie et la Turquie. Une consultation commune était nécessaire, car un gouvernement qui interroge les autres sur leurs intentions ne peut rien obtenir de plus. Litvinov suggéra Bucarest comme lieu de rencontre, ce qui pouvait renforcer la position de la Roumanie⁵³. La rumeur d'un ultimatum à la Roumanie fut démentie, le ministre des Affaires étrangères roumain niant avoir connaissance de quoi que ce soit à ce sujet. En fait, Halifax saborda la proposition de Litvinov pour une conférence à six : selon lui, elle était prématurée et risquée, car son succès ne pouvait être garanti. Il ajouta qu'aucun ministre n'était disponible pour s'y rendre. Mais il est évident que son gouvernement en aurait sûrement trouvé un s'il avait voulu y participer⁵⁴. Bonnet dit à Souritz qu'il acceptait le principe de la proposition de Litvinov, malgré ses doutes quant à la volonté réelle des Roumains d'obtenir le soutien soviétique. « Personnellement, je n'exclus pas la possibilité, observa Souritz, que Bonnet, qui n'est pas très enthousiaste à l'idée de se battre pour la Roumanie et aurait préféré une réponse plus évasive de notre part, soit délibérément en train d'essayer [...] d'accroître notre méfiance à l'égard de la Roumanie. » Puis, se reprenant, il ajouta : « Mais il est bien sûr possible que cette fois il ne mente pas⁵⁵. »

Les événements entourant la fausse alerte roumaine furent un jet d'eau glacée en pleine figure. Litvinov les prit comme une note d'avertissement vis-à-vis des renseignements qu'il recevait de Maiski sur le changement de politique britannique. « Comme vous le savez d'après les nombreuses communications du camarade Maiski, écrivit Litvinov à Staline, Hudson a pour instructions d'aborder non seulement les questions économiques mais aussi politiques. » « Nous devons décider à l'avance quelle position nous adopterons avec lui. » « Il est indéniable » que les événements de Tchécoslovaquie et d'ailleurs ont réveillé l'opinion publique britannique et que les libéraux et les travaillistes, ainsi que certains conservateurs, désapprouvent la politique de Chamberlain et veulent collaborer avec l'URSS. « Cela ne veut pas dire pour autant que Chamberlain, son entourage et les plus bornés des conservateurs sont persuadés de la nécessité d'un changement radical de politique étrangère. » En réalité, l'annexion de la Tchécoslovaquie et la menace pesant sur d'autres pays d'Europe du

Sud-Est s'inscrivaient dans la conception de Chamberlain d'une expansion vers l'est. Il ne pouvait pas le déclarer ouvertement et, par conséquent, était obligé de céder du terrain à l'opinion publique. Un flirt avec Moscou pouvait faciliter de futures négociations avec l'Allemagne, rendant Hitler plus conciliant. Peut-être Chamberlain doutait-il aussi de sa capacité à conclure un accord avec Hitler et Mussolini.

Je pense, dit Litvinov, que tous ces calculs ont conduit Chamberlain à venir saluer notre ambassade à Londres et à nous envoyer Hudson. Rien de tout cela ne lui lie les mains, bien que cela lui permette dans une certaine mesure « de museler l'opposition ». Du reste, « il serait très content [...] que les négociations avec Hudson n'aboutissent pas et que la responsabilité en soit attribuée au gouvernement soviétique ». Nous ne devrions avoir aucune illusion sur les motifs de Chamberlain, dit Litvinov, mais « nous ne devons pas donner l'impression d'un isolement voulu unilatéralement ou d'un manque d'intérêt à collaborer de telle sorte qu'il puisse trouver après coup une justification à sa politique. D'après nos informations, Hudson n'est pas mandaté pour nous faire des propositions déterminées. » De notre côté, ajouta-t-il, nous ne devrions pas en faire non plus : « Il nous suffit d'expliquer notre position en nous appuyant sur votre discours du 10 mars [...]. » Puis Litvinov proposa le texte d'une déclaration en ce sens, que Staline approuva et qui devait être lue à Hudson lors de son arrivée à Moscou le 23 mars⁵⁶.

Vansittart rencontra de nouveau l'ambassadeur soviétique le 20 mars. « Il était radieux, rapporta Maiski, et d'une humeur excellente. »

« Je vous ai demandé de venir, dit Vansittart, pour vous dire que tout va bien et que les objectifs pour lesquels je me bats depuis tant d'années commencent à se réaliser. » Il répéta les éléments principaux de son entretien précédent avec Maiski. Il était particulièrement important de démontrer que la Grande-Bretagne et l'URSS résistaient ensemble à l'Allemagne. *L'apaisement* était bel et bien fini. « Nous devons agir rapidement, affirma Vansittart. Le sentiment antiallemand est très fort à présent ici. » Mais il y avait encore des éléments dans le gouvernement « prêts à saboter le passage à la nouvelle position⁵⁷ ».

VI

Où étaient les Français dans tous ces événements précédant l'entrée des nazis à Prague? Tout simplement nulle part. Le volume des communications entre Paris et son ambassade à Moscou fut inchangé du début janvier jusqu'au 23 mars, huit jours après l'entrée des nazis en Tchécoslovaquie. Ayant reçu les premiers rapports de Naggiar sur ses rencontres avec Litvinov et Potemkine, Bonnet envoya un télégramme audacieux à Moscou niant l'abandon par la France de la sécurité collective durant la crise de Munich. Aucun pays n'avait fait plus que la France pour aider la Tchécoslovaquie. Voici une déclaration qui justifiait la caricature de Bonnet comme un falsificateur et un hypocrite. Le gouvernement français, ajoutait Bonnet à Naggiar, était en train de faire tout son possible pour accélérer l'exécution des commandes soviétiques d'armement. Bien sûr, aucun haut fonctionnaire soviétique n'aurait ajouté foi à cette affirmation. Naggiar, d'ailleurs, nota dans la marge du télégramme reçu que rien n'était fait en réalité⁵⁸.

Le 15 mars, avec l'entrée des troupes allemandes en Tchécoslovaquie, Souritz rapporta que Bonnet lui avait parlé de son désir d'améliorer les relations franco-soviétiques. Bonnet offrit même d'envoyer une mission commerciale à Moscou, calquant l'idée britannique. L'opinion française pensait de plus en plus que Hitler allait s'attaquer à l'ouest, rapporta Souritz; l'expansion vers l'est n'était qu'une préparation pour une offensive à l'ouest. « À cet égard le discours de Staline avait fait une très forte impression⁵⁹. » Litvinov apparut méprisant en communiquant la requête de Bonnet à Staline; il présumait que ladite mission commerciale pourrait être utilisée à des fins politiques. « Il me semble que nous ne devrions pas permettre le moins du monde à la France de recourir à une telle ruse⁶⁰. »

Six jours après, le 21 mars, Bonnet se rendit à Londres pour consulter Halifax. « Il faut faire attention aux Russes, dit Bonnet. Ils aiment faire des déclarations publiques à des fins de propagande, lesquelles ne correspondent pas à leurs intentions réelles. Par conséquent, il est nécessaire que chaque camp dise exactement ce qu'il envisage de faire⁶¹. »

Halifax et Bonnet discutèrent également de l'action à entreprendre pour éviter une nouvelle agression nazie. Comme le gouvernement

britannique n'aimait pas la conférence de Bucarest proposée par Litvinov, il répliqua par une déclaration appelant la Grande-Bretagne, la France, la Pologne et l'URSS à des consultations dans le cas d'une menace contre l'indépendance politique de tout État européen. Les signataires de la déclaration s'engageaient à se consulter « sur les mesures à prendre pour offrir une résistance commune » face à une telle menace. Comme le reconnut Cadogan, Londres n'invitait qu'à la « *consultation* face à la menace » (souligné dans l'original). Ce ne serait qu'au cours d'autres échanges de vues que l'on essaierait de définir ce que chacun des participants était « prêt à faire dans des circonstances données⁶² ». Le 22 mars, les Français acceptèrent la proposition britannique. La veille, à Moscou, Seeds avait soumis la question à Litvinov ; il reçut une réponse favorable le lendemain. Mais Litvinov exprima des doutes quant à la participation de la Pologne⁶³.

Daladier aussi. Il avisa Souritz qu'il avait accepté la déclaration, mais qu'il pensait que, si la Pologne refusait de signer, les Britanniques retireraient alors leur proposition. Souritz écrivit : « [Daladier] lui-même considère la coopération entre la Grande-Bretagne, l'URSS et la France comme suffisante ; il est prêt à accepter un accord conclu seulement par ces trois pays⁶⁴. »

C'était un moment difficile pour Litvinov. Au début de 1939, les purges staliniennes avaient décimé le Narkomindel ; nombre de ses amis et associés avaient disparu. « Comment puis-je conduire la politique extérieure », dit-il à Naggiar en février, avec la Loubianka en travers de mon chemin⁶⁵ ? En mars, Payart trouva Litvinov tendu en raison de la critique dont sa politique faisait l'objet à Moscou. La communauté diplomatique avait compris que ses jours étaient comptés. On disait que Vorochilov, par exemple, était en faveur d'un rapprochement germano-soviétique, mais que Staline était contre⁶⁶. Les quelques collègues survivants de Litvinov comptaient parmi eux Potemkine, Souritz et Maiski. Avaient-ils été épargnés pour garder praticable l'option d'une coopération soviéto-occidentale contre le nazisme ? Était-ce un simple caprice de la part du tyran ? Les diplomates soviétiques, comme les autres hauts fonctionnaires, travaillaient avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête. La question était : vont-ils être condamnés et quand ?

Les doutes sur la volonté de la Pologne d'adhérer à la déclaration quadripartite s'avèrent fondés. Le 24 mars, le ministre des Affaires étran-

gères Beck rejeta la proposition britannique, ne souhaitant pas provoquer Hitler. En même temps arrivèrent d'autres mauvaises nouvelles. Hitler annexait le port germanophone de Memel en Lituanie, tandis que le gouvernement roumain signait un accord d'échanges préférentiels avec l'Allemagne. Les événements semblaient se précipiter. Cela ne calma guère les nerfs des hommes d'États essayant de se protéger contre l'agression allemande. Maiski prit part à une réception diplomatique à Londres en l'honneur du président français Albert Lebrun. « La frousse et la dépression, rapporta-t-il, sont partout. » De son côté, Channon notait : « Memel [...] est la goutte d'eau qui fait déborder le vase ; le Gouvernement est maintenant unanime "qu'il faut faire quelque chose"⁶⁷. »

Le refus polonais de signer la déclaration irrita les Français. Le secrétaire général du Quai d'Orsay, Alexis Léger, pensait que Beck était « complètement cynique et faux » et ne faisait que chercher des excuses « pour se trouver plus proche de l'Allemagne », même aux dépens de la Roumanie. Selon lui, Beck menait une politique « au jour le jour » : « Dans l'intérêt de son pays et du sien propre, il veut uniquement évacuer les difficultés présentes, dût-il devenir le vassal du nouveau Napoléon⁶⁸. » Cette analyse n'était pas trop éloignée de la vérité : le 25 mars Beck proposa un modeste compromis à Hitler concernant Dantzig, port allemand administré par la SDN. D'après le traité de Versailles, Dantzig constituait « une cité libre ». Un corridor polonais avait été créé pour donner à la Pologne un accès direct à la Baltique, coupant ainsi la Prusse orientale du reste de l'Allemagne. Cette décision avait fait l'objet d'une plainte de la part de l'Allemagne dès avant 1933 ; Hitler était déterminé à rectifier la situation. Beck espérait qu'un compromis pourrait être atteint à propos de Dantzig, assorti de quelques assurances de poursuivre une politique anticommuniste et antirusse⁶⁹.

Noël, l'ambassadeur de France à Varsovie, répéta, en janvier 1939, que de nombreux Polonais craignaient moins les Allemands que les Russes. S'ils étaient forcés de choisir, ils collaboreraient avec l'Allemagne. Il rapporta que, selon l'attaché militaire soviétique, les Polonais préféreraient se laisser écraser par les Allemands plutôt que d'accepter l'aide soviétique. Conseillant la patience, Noël dit que les Polonais allaient devoir être séduits⁷⁰.

C'était l'éternelle question : le gouvernement polonais allait-il laisser l'Armée rouge traverser son territoire pour affronter l'ennemi nazi ? C'était

une question cruciale en 1938, bien que les diplomates français et britanniques eussent déjà soulevé le problème. Payart avait noté que, une fois sur le territoire polonais, les troupes soviétiques voudraient peut-être y rester. Le gouvernement polonais avait pris des territoires soviétiques en 1919-1920 ; il craignait donc, de manière bien compréhensible, que les Soviétiques aient l'intention de vouloir un jour les récupérer. Dans ces conditions, commenta sir Howard Kennard, l'ambassadeur britannique à Varsovie, il n'est guère étonnant que la sécurité collective se soit toujours heurtée à l'opposition polonaise⁷¹.

Les Britanniques étaient plus enclins que les Français à suivre les conseils de patience de Noël. Bien que le gouvernement britannique n'avait pas apprécié la prise de Teschen par les Polonais, son attitude envers eux en mars 1939 consistait à oublier le passé. Léger n'était pas si facile à convaincre, bien qu'un des fonctionnaires du Foreign Office ait remarqué que les Français étaient toujours un peu durs avec le colonel Beck⁷². Léger conseilla aux Britanniques d'utiliser « un langage très clair et ferme » avec les Polonais ; ce que fit également l'ambassadeur français Corbin. « Léger pensait que la pression la plus forte devait être exercée sur la Pologne pour s'assurer sa collaboration, sans écarter le recours aux menaces. » Le langage ferme n'avait pas été une des caractéristiques de la politique française des dernières années, et il ne l'était toujours pas. Léger se plaignit d'être « entouré de réticences ». En réalité, la plupart de celles-ci étaient dues à son comportement, même s'il avait raison de dire au chargé d'affaires britannique à Paris que la France et la Grande-Bretagne ne devaient pas subordonner leur attitude à ces gouvernements, ces « corollaires », avec lesquels ils étaient en consultations. « Ce serait mettre la charrue avant les bœufs. Ces gouvernements décideront de leur attitude d'après les intentions de la France et de la Grande-Bretagne⁷³. »

Cela ne se produisit pas ; les plus petits dictaient leur conduite aux plus grands. Les raisons étaient les mêmes que durant la crise de Munich. Bonnet dit aux Britanniques que ce serait « un avantage si l'aide soviétique pouvait être acceptée par la Pologne et la Roumanie. L'important néanmoins était de ne pas donner à la Pologne (ou à la Roumanie) un prétexte pour foutre le camp à cause de la Russie⁷⁴. » Chamberlain pensait la même chose : il ne pouvait vraiment pas blâmer les Polonais de refuser une association avec l'URSS. Cela aurait provoqué des représailles

allemandes. Et puis que pouvaient faire la Grande-Bretagne et la France ? « C'est comme envoyer un homme dans la tanière du lion en lui disant : "Ne vous en faites pas si le lion vous dévore : j'ai l'intention de lui donner une bonne raclée ensuite". » Et Chamberlain de conclure :

Cela vaut-il la peine de continuer avec la Russie dans ce cas ? Je dois avouer ma plus profonde méfiance envers elle. Je ne crois en aucune façon à sa capacité de maintenir une offensive efficace, même si elle le voulait. Et je me méfie de ses motifs qui me semblent peu liés aux idéaux de liberté et plus concernés de tenir tout le monde par les oreilles. De plus, elle est haïe et soupçonnée par de nombreux États plus petits comme la Pologne, la Roumanie et la Finlande, de sorte que notre association étroite avec elle pourrait facilement nous coûter les bonnes grâces de ceux qui nous aideraient bien plus efficacement si nous pouvions les avoir de notre côté⁷⁵.

Ainsi donc, pour Chamberlain, la déclaration quadripartite était « morte », justifiant ainsi les doutes de Daladier. La vision Chamberlain-Bonnet de l'URSS persista. Le jour après l'envoi des lignes susdites par Chamberlain à sa sœur, l'attaché militaire britannique à Paris rapporta un entretien qu'il avait eu avec le colonel Maurice Gauché, chef du 2^e Bureau, service de l'évaluation des renseignements militaires :

[...] il était convaincu que les démocraties ne devaient attendre aucune assistance militaire de la Russie. Les démocraties et les États totalitaires allaient s'égorger au profit de Staline, maintenant comme toujours, ce qui ouvrirait la voie au bolchévisme et sauvegarderait efficacement le territoire russe ; mais il n'était pas plus intéressé de voir les régimes totalitaires vaincus par les démocraties que de voir celles-ci triompher de ceux-là⁷⁶.

VII

Tandis que ces événements se déroulaient à Paris et à Londres, Hudson arriva à Moscou le 23 mars. Il rencontra Litvinov le premier jour pour aborder la haute politique. Hudson répéta le texte de Vansittart à Maiski d'une façon un peu plus atténuée. En septembre dernier, dit Hudson, nous ne pouvions pas nous battre, maintenant nous le pouvons. Il y a eu un grand changement dans l'opinion publique britannique. Aucun gouvernement ne pourrait détenir le pouvoir s'il cherchait un retour à

l'appeasement. « Il n'y aura pas de deuxième Munich. » Selon Litvinov, Hudson dit qu'il était venu à Moscou avec « un esprit ouvert » et qu'il était prêt à écouter les idées soviétiques concernant la coopération à venir.

Litvinov lui répondit en lisant la déclaration qu'il avait envoyée à Staline pour approbation. Elle indiquait en substance que, pendant cinq ans, les Soviétiques avaient fait des propositions de sécurité collective, qui avaient toutes été ignorées ou rejetées par les gouvernements français et britannique. À la place, ils avaient choisi *l'appeasement*, capitulant sans cesse et ne parvenant qu'à aiguïser l'appétit des agresseurs. En dépit de tout cela, le gouvernement soviétique n'avait pas abandonné sa volonté de coopérer avec d'autres pays désireux de résister aux agresseurs. Mais, ayant fait tant de propositions infructueuses auparavant, il pensait qu'il devait désormais attendre que la France et la Grande-Bretagne prennent l'initiative. Au cas où seraient formulées des propositions, l'URSS était prête à les « examiner et à en discuter ». Litvinov ajouta que la politique de Munich avait détruit « la confiance internationale et [...] l'autorité des grandes puissances parmi les petits États ». Elle ne serait pas restaurée si la future coopération franco-anglo-soviétique se limitait à de simples questions-réponses⁷⁷.

De notables différences apparaissent dans les comptes rendus britannique et soviétique de cette réunion. D'après le câble de Seeds, Hudson déclara qu'il ne servait à rien de regretter les erreurs du passé, il était temps de penser au présent et au futur. Litvinov répondit que le gouvernement soviétique était « prêt à consulter le gouvernement de Sa Majesté ainsi que d'autres gouvernements concernant les mesures appropriées de résistance, que celles-ci fussent diplomatiques, militaires ou économiques. Il exprima clairement qu'il avait en tête la possibilité d'une résistance par la force⁷⁸. »

La communication qui suivit, plus réfléchie, contenait une saine dose de sarcasme britannique : « La revue historique de Litvinov fut des plus complètes [...], développée avec sa maîtrise habituelle du sujet. Elle montre le recul continu des démocraties occidentales [...] culminant avec la capitulation de Munich et la mise à l'écart de l'URSS. » Selon Seeds, Hudson défendit sa position avec « le seul argument pouvant convaincre un réaliste insensible comme Litvinov », à savoir « que l'on n'avait pas d'autre choix à l'époque », car on n'avait pas les canons.

Ayant effleuré — comme il le fait généralement dans ses conversations avec moi —, le sujet de la faiblesse britannique (contrairement à son habitude avec un représentant français), il me dit que la France était pratiquement fichue : elle était truffée d'agents allemands, désaffectée et désunie, à la merci de certains politiciens au pouvoir dont il se méfiait profondément. Il entrevoyait dans un proche avenir une Europe entièrement allemande du golfe de Gascogne jusqu'à la frontière soviétique, et bordée uniquement par la Grande-Bretagne et l'URSS. Et cela ne suffira pas à satisfaire les ambitions allemandes, mais l'attaque, ajouta-t-il en souriant, ne sera pas dirigée vers l'est⁷⁹.

Dans son rapport, Litvinov omit de parler de sa vision des Français et de mentionner son sourire à l'évocation des armées hitlériennes se ruant vers l'ouest. Il s'agissait sans doute de sentiments personnels, partagés fort probablement par beaucoup de ses collègues. Souvent, en effet, il déchargeait sa bile sur un interlocuteur, puis se remettait au travail.

Les Soviétiques ne négligèrent rien dans leur accueil officiel de la mission Hudson : représentations théâtrales, repas plantureux et réceptions somptueuses⁸⁰. Hudson, Seeds et Litvinov s'entretenirent pendant l'entracte au théâtre. Le compte rendu de Litvinov est long : les discussions se poursuivirent sans doute bien après le début du deuxième acte ! Les Britanniques lui montrèrent le télégramme destiné à Londres. Litvinov s'irrita qu'on puisse réduire une rencontre d'une heure en huit ou dix lignes. « L'examen des notes me donna l'impression d'entendre exprimer notre empressement pour une alliance militaire ou une assistance militaire réciproque, alors que Hudson, au cours de la première conversation, avait exprimé des réserves sur le fait qu'il n'avait aucunement une alliance militaire à l'esprit. » Puis il s'ensuivit une longue conversation concernant la Pologne, la Roumanie et diverses questions commerciales. Sur ce dernier point, Litvinov s'enflamma lorsque Hudson suggéra que la Grande-Bretagne pouvait se passer du commerce avec l'URSS. De tels propos pouvaient marcher avec des petits pays, remarqua Litvinov, mais deux grandes puissances pouvaient se passer de commercer entre elles. Il valait mieux chercher des critères d'accord avantageux pour les deux parties. Sur les questions plus larges, Seeds et Hudson reprochèrent à l'URSS son « manque de confiance en la Grande-Bretagne et son refus de

croire que le gouvernement britannique voulait rompre avec les politiques du passé et recommencer à zéro ».

Litvinov conclut que Hudson était venu à Moscou uniquement pour éprouver la volonté du gouvernement soviétique en vue de la conclusion d'une éventuelle alliance militaire, étant peut-être à la recherche de propositions soviétiques précises — même si « évidemment cela ne signifiait pas que l'Angleterre s'efforçait d'obtenir un tel accord ». Litvinov ajouta : l'Angleterre « veut simplement obtenir des éléments qui lui permettent une prise de décision pour l'avenir dans des circonstances opportunes⁸¹ ».

Hudson eut aussi de longs entretiens avec Mikoïan sur des questions commerciales. Tout se passa sans heurts, et... aucun accord ne fut conclu. Hudson aborda les questions politiques avec Potemkine. Pendant cette conversation, il suivit plus fidèlement la ligne de Vansittart. Peut-être avait-il été effrayé par l'impatience de Litvinov à l'égard du manque de substance de leurs discussions ? Il dit à Potemkine qu'il pensait que la guerre avec l'Allemagne était inévitable et que, pour faire face à cette éventualité, une alliance anglo-franco-soviétique était essentielle. Il indiqua que la Grande-Bretagne pouvait envoyer dix-neuf divisions en France, ce qui constituait... un *scoop* pour l'état-major impérial, car deux divisions seulement pouvaient être envoyées sur-le-champ. La conversation se prolongea en diverses généralités. Potemkine conclut plus tard de manière incisive que la mission de Hudson, « mal préparée dès le départ », avait été un échec : elle lui rappelait celle de l'inspecteur Khlestakov de Gogol, dans laquelle celui-ci se présentait comme un personnage important alors qu'il n'était pas un⁸².

Litvinov avisa Maiski de l'échec de la mission. Échec d'autant plus grand, dit-il, que le communiqué de l'agence Tass « a grandement entamé l'humeur des Britanniques, ainsi que la nôtre⁸³ ». Le communiqué, en effet, comprenait un passage indiquant que des discussions sur la situation internationale avaient eu lieu. Lorsque Cadogan en prit connaissance à Londres, il câbla immédiatement à Seeds l'ordre de supprimer ce passage indésirable, malgré sa publication par Tass⁸⁴. Cadogan n'aurait pas pu trouver de meilleur moyen que cette objection pour déclencher les soupçons et l'irritation soviétiques.

Sur ordre de Litvinov, Maiski alla demander des explications au Foreign Office. Selon Cadogan, c'était une erreur regrettable, et il était

triste que le gouvernement soviétique en eût pris ombrage. Maiski supposa que Cadogan n'aimait pas voir le secrétaire au Commerce extérieur engagé dans des discussions politiques, d'autant plus que c'était le commerce qui était censé être l'objectif principal de Hudson. « Ce qui sautait aux yeux, rapporta Maiski, c'était « l'agitation, inhabituelle chez Cadogan, avec laquelle celui-ci parlait de... l'incident, et son ton visiblement irrité ». Apparemment, Cadogan était ennuyé qu'un homme du ministère du Commerce, qui plus est, promu par Vansittart (avec qui il ne s'entendait pas très bien) ait voulu ainsi « se mêler de politique ». En fait, Cadogan « s'en fichait de mettre des bâtons dans les roues » à la mission de Hudson. Maiski avoua à Cadogan que l'incident avait fait mauvaise impression à Moscou, non pas parce qu'il était possible qu'on exagérât sa signification, mais parce que des gens comme Halifax, Vansittart et Hudson lui-même, avaient fortement souligné l'importance politique de la mission. L'intervention de Cadogan donnait l'impression « d'une certaine dissonance⁸⁵ ».

Il y avait en effet dissonance au sein du gouvernement britannique. Chamberlain ne voulait, autant que possible, aucun rapport avec l'URSS, et Cadogan non plus. Les signaux adressés à Maiski de la part de Vansittart, Hudson et même Halifax étaient apparemment à l'usage exclusif des Soviétiques; ils ne furent pas consignés dans les procès-verbaux du Foreign Office. Du reste, Maiski sous-estima beaucoup l'animosité qui existait entre Cadogan et Vansittart. « Van est le roi des ânes », écrivit Cadogan dans son journal : « Je n'ai *pas* insisté pour qu'il parte, mais je pense que c'est ce que je devrais faire maintenant⁸⁶ » (souligné dans l'original). Comme le confia Litvinov à Souritz : « La mission de Hudson n'a produit aucun résultat, même si nous n'en attendions aucun, et son but n'était clair ni pour nous ni apparemment pour les Anglais eux-mêmes⁸⁷. » Vansittart avait une idée précise de ce qu'il fallait accomplir; il dut être déçu de cet échec. Mais il ne pouvait défier Chamberlain, ni même Cadogan.

VIII

Du fait de l'opposition polonaise à une déclaration quadripartite, Chamberlain s'efforça de trouver une autre solution, sans toutefois que le Foreign Office en informât Maiski ou Litvinov. En fait, Chamberlain désirait maintenir l'URSS à une distance plus que respectable, afin de ne pas irriter la Pologne. Mais Halifax prévint qu'il ne serait pas prudent de donner au gouvernement soviétique « l'idée qu'il était poussé sur la touche ». D'ailleurs, une minorité au sein du gouvernement favorisait un rapprochement avec les Russes, car ils étaient la seule force stratégique capable de dissuader l'Allemagne⁸⁸.

Le 29 mars, dans une histoire bien connue rapportée brièvement ici, Ian Colvin, correspondant à Berlin du *News Chronicle*, relayait au Foreign Office des informations suggérant une attaque allemande imminente contre la Pologne. Dans la discussion sur la conduite à tenir, Cadogan proposa une garantie britannique à la Pologne destinée à décourager une agression allemande. Chamberlain et Halifax acceptèrent, et le 31 mars la garantie fut annoncée aux Communes⁸⁹. Les informations de Colvin étaient non fondées mais la garantie avait néanmoins été donnée.

Durant ces derniers événements du mois de mars, les Britanniques négligèrent d'associer ou d'informer bien à l'avance le gouvernement soviétique. Cet « oubli », consécutif au désir de Chamberlain de tenir les Soviétiques à distance, irrita, comme prévu, Litvinov, qui était déjà très vexé par les Britanniques. Quand Cadogan fit venir Maiski, le 29 mars, ce n'était pas seulement pour discuter du communiqué sur la mission de Hudson. Cadogan l'avisa que la Pologne n'entendait absolument pas s'associer à l'URSS dans une déclaration quadripartite ; c'est pourquoi les gouvernements français et britannique envisageaient un bloc de quatre puissances regroupant la Grande-Bretagne, la France, la Pologne et la Roumanie. « L'URSS restera à l'écart pendant un moment, ajouta Cadogan, mais à l'étape suivante elle se joindra à nous », selon des conditions à négocier.

« J'écoutais Cadogan avec grand étonnement, rapporta Maiski, connaissant les réticences séculaires des Anglais à s'engager, tout particulièrement sur le continent européen [...]. » Sur ce, il posa cette question

directe à Cadogan : « Imaginons que l'Allemagne attaque la Pologne demain, l'Angleterre lui déclarera-t-elle la guerre ? »

« À ma grande surprise, dit Maiski, Cadogan me répondit que oui, sous réserve bien sûr de l'approbation du Cabinet. » Maiski continua à exprimer son scepticisme, souriant devant les protestations de Cadogan.

« Pourquoi riez-vous ? demanda Cadogan.

— Parce que votre nouveau plan, s'il était appliqué intégralement — ce dont je doute — représenterait une sorte de révolution dans la politique étrangère traditionnelle de la Grande-Bretagne ; or ici, comme chacun le sait, on n'aime pas les révolutions.

— Oui, bien sûr, ce serait une révolution dans notre politique étrangère, car depuis si longtemps nous n'avons pas su prendre une décision définitive. » Et Cadogan ajouta qu'il ne savait pas encore ce que le gouvernement ferait, bien que selon lui, il appliquerait la garantie⁹⁰.

Évidemment, le gouvernement soviétique n'était pas persuadé qu'une révolution avait eu lieu. L'annonce de Chamberlain aux Communes ne mentionnait que la Pologne et la formulation ne définissait pas un *casus belli* précis. Selon Maiski, le caractère vague de cette formulation ménageait une couverture. Pour Litvinov, c'était une clause qui permettait de se défausser sur Dantzig et son corridor. Le 1^{er} avril, Litvinov était visiblement en colère lors d'une rencontre avec Seeds, car le gouvernement britannique n'avait pas formellement avisé l'URSS de l'échec de la déclaration quadripartite. Mais ses griefs ne s'arrêtèrent pas là. Le gouvernement britannique avait rejeté du revers de la main sa proposition d'une conférence à six et ensuite, en moins de trois heures, Halifax avait demandé l'approbation de la déclaration parlementaire de Chamberlain avant que Litvinov l'eût vue. Le « gouvernement soviétique en a assez, dit Litvinov à Seeds, et se tiendra dorénavant à l'écart, libre de tout engagement ». Seeds protesta des bonnes intentions du gouvernement britannique, mais Litvinov lui fit signe d'arrêter et sortit⁹¹.

Après que Chamberlain eût annoncé aux Communes la garantie polonaise, il appela Lloyd George pour discuter de la situation internationale. C'était un geste inhabituel de sa part, lui qui n'était pas généreux envers ses adversaires, et encore moins envers l'ancien premier ministre. Dans la discussion qui suivit, Lloyd George l'interrogea sur le rôle de l'URSS dans la formation d'un bloc antinazi.

Les Polonais et les Roumains n'aiment pas l'idée, répondit Chamberlain. La participation russe est donc problématique.

« Alors pourquoi prendre le risque de faire la guerre à l'Allemagne ?

— Le danger est minimal, répondit Chamberlain. Selon nos renseignements, les Allemands ne risqueront pas une guerre sur deux fronts.

— Et qui créerait le "second front" ? demanda Lloyd George.

— La Pologne, rétorqua Chamberlain. »

À cette réponse, Lloyd George éclata de rire et se moqua du premier ministre.

« La Pologne, dites-vous ? Elle n'a pas de force aérienne respectable ni une armée suffisamment mécanisée. L'armement polonais n'a rien d'extraordinaire et la Pologne est faible économiquement et politiquement. Il ne peut y avoir de "front oriental" sans le soutien actif de l'URSS. Sans un accord solide avec l'Union soviétique, ajouta-t-il, je considère votre déclaration d'aujourd'hui comme un pari irresponsable et dangereux, qui peut très mal se terminer⁹². »

Lloyd George résumait succinctement le dilemme français et britannique. Sans accord avec l'URSS, pas de second front. Le gouvernement britannique avait reconnu que la Grande-Bretagne et la France ne pourraient pas empêcher la conquête de la Pologne et de la Roumanie ; pourtant le premier ministre utilisait cet argument comme une raison non pas d'intégrer l'URSS mais de la tenir éloignée⁹³. Le leader libéral Archibald Sinclair expliqua à Maiski que c'était un tour de passe-passe. Étant donné l'hostilité polonaise et roumaine, le « droit » d'entrée soviétique dans les affaires de défense européenne était la fourniture d'armes et de matières premières à ces deux pays et un refus d'approvisionner l'Allemagne. Halifax confirma par la suite les informations de Sinclair en demandant au gouvernement soviétique s'il accepterait de livrer des munitions à la Pologne⁹⁴.

Chamberlain croyait à tort que le gouvernement soviétique accepterait de jouer ce rôle secondaire, dans lequel ce serait la Grande-Bretagne qui allait décider où et quand l'URSS devrait intervenir pour protéger ses propres intérêts. La correspondance de Maiski montre que certains hauts fonctionnaires et ministres britanniques ressentaient le besoin d'une action immédiate « pour aller de l'avant » avec Moscou. Malheureuse-

ment, ce message en direction du gouvernement soviétique, à travers Maiski, avait besoin d'être camouflé en raison de l'opposition de Chamberlain.

Durant les deux dernières semaines de mars, la proposition de conférence à Bucarest, la déclaration quadripartite et la mission de Hudson échouèrent. Ces échecs amoindrirent les nombreux rapports de Maiski concernant un changement de cap de la politique britannique. Et pourtant, malgré ces échecs et l'urgence de la situation, une certaine arrogance du gouvernement britannique continuait à se manifester à l'endroit du gouvernement soviétique, ironisant de surcroît sur la méfiance des Soviétiques à l'endroit de la France et de la Grande-Bretagne. La France, quant à elle, à part quelques conversations fin mars entre Souritz, Bonnet et Daladier, adopta un rôle passif dans ses relations avec l'URSS. Les rumeurs foisonnaient concernant la duplicité et le double langage de Bonnet. Personne, surtout à Moscou, ne lui faisait confiance ou ne se fiait au gouvernement français. Malgré ces circonstances défavorables, il se produisit une dernière chance de former un bloc franco-anglo-soviétique. Cela commença début avril.